

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : À QUAND L'AFRIQUE ?

N'GUESSAN Kouamé Toussaint

Assistant, Département de philosophie

Université Péléforo Gon COULIBALY (Côte-d'Ivoire)

EMAIL : ntoussaint53@gmail.com

+2250749704133

Résumé

En dépit des potentialités extraordinaires de l'Afrique, en matière agricole, « en termes de possession de 65% des terres arables inexploitées à l'échelle mondiale » (F. George Arthur, 2025, p.9), de pluviométrie abondante et d'ensoleillement important, elle reste engluée, depuis plusieurs décennies, « dans une insécurité alimentaire chronique et aiguë » (K. Nubukpo, 2023, p.34). De vastes pans du continent demeurent tributaires de l'importation massive de denrées alimentaires et accessoirement de l'aide alimentaire internationale, avec à la clé des conséquences très dommageables : inflation des prix des denrées importées, dépendance alimentaire, diktat géopolitique et charge misérabiliste. Le but du présent article est de poser le diagnostic relativement à cette situation alarmante et crisogène, non sans explorer les solutions pour relever le défi impérieux de l'auto-suffisance alimentaire en Afrique, et ce, dans un contexte de régénérescence de la pensée souverainiste à l'échelle du continent.

Mots clés : *Afrique-Agriculture vivrière-Insécurité alimentaire-Mécanisation agricole- Souveraineté alimentaire*

Abstract

Despite Africa's extraordinary agricultural potential, « possessing 65% of the world's uncultivated arable land » (F. George Arthur, 2025, p.9), abundant rainfall, and significant sunshine, it has remained mired for several decades « in chronic and acute food insecurity » (K. Nubukpo, 2023, p.34). Vast swathes of the continent remain dependent on massive food imports and international food aid, with devastating consequences: inflated prices for imported goods, food dependency, geopolitical constraints, and a burden of poverty. The aim of this article is to diagnose this alarming and crisis-generating situation, while also exploring solutions to meet the pressing

challenge of food self-sufficiency in Africa, within the context of a resurgence of sovereignty thinking across the continent.

Keywords: *Africa-Subsistence agriculture-Food insecurity-Agricultural mechanization-Food sovereignty*

Introduction

C'est un euphémisme que de le relever : au rang des besoins essentiels ou existentiels d'un peuple, se trouve aux premières loges, « le pain » ou l'alimentation. Un besoin primordial qui place la souveraineté agricole au cœur des enjeux sociétaux et en fait « la mère des batailles ». Cependant, loin de pourvoir entièrement aux besoins alimentaires de sa population, « qui culminera en 2050 à 2, 5 milliards d'habitants » (F. George Arthur, 2025, p.9), l'Afrique est sujette aux importations massives de produits alimentaires, avec pour corollaire une forte inflation de certaines denrées de base. Un renchérissement substantiel des coûts d'importation débouchant souvent sur « des émeutes de la faim » comme en 2007 en Egypte, au Maroc, en Mauritanie ou encore au Cameroun quand le prix du blé, du riz et du lait avait augmenté substantiellement. À cette conjoncture potentiellement déstabilisatrice pour nos États, il faut adjoindre les facteurs aggravants de la crise sanitaire de la Covid et de la guerre russo-ukrainienne, qui ont mis à mal les chaînes d'approvisionnement alimentaires et la réduction drastique de l'aide publique au développement, dont celle de l'aide alimentaire, destinée majoritairement à l'Afrique. Un état de fait qui commande de mener la réflexion, avec à la clé l'interrogation majeure suivante : quelle stratégie pour répondre aux besoins alimentaires croissants des populations africaines et assurer in fine la souveraineté alimentaire du continent ?

Notre hypothèse est que l'urgence africaine est celle de la voie de la conquête des instruments de la souveraineté agricole, qui passe par un volontarisme politique marqué, doublée d'un investissement massif dans les chaînes de valeur agricole et

d'une sortie de l'actuel modèle de croissance extravertie. À travers une démarche analytique et critique, notre analyse se fera autour de trois pôles organisateurs : nous commencerons par aborder le parti pris résolu de Rousseau pour les Républiques agraires (I). Ensuite, nous relèverons les causes structurelles de l'insécurité alimentaire en Afrique (II), et enfin, il s'agira d'explorer les solutions pour adresser ce défi prioritaire et vital pour notre continent (III).

I-Rousseau, un partisan des républiques agraires

La pensée politique de Rousseau s'est tout entière construite sur le rejet du luxe et de la cupidité qui caractérise la civilisation moderne. Il leur oppose la frugalité des civilisations antiques, seule susceptible selon lui, d'asseoir la vertu et de préserver les mœurs. Aux sociétés commerçantes qui procurent la richesse, il préfère, à l'instar de Platon et d'Aristote, les sociétés agricoles qui maintiennent la liberté.

1-L'autonomie agricole : le gage de la liberté

À une époque où la richesse des nations vient du commerce, Rousseau vante les bienfaits de l'autarcie ; à l'aube de la révolution industrielle, il voit dans l'agriculture la principale ressource d'un pays. Rousseau opte pour l'autarcie et pour un système économique rustique. Chez lui, il ne faut pas privilégier le commerce au détriment de l'agriculture car « le commerce produit de la richesse mais l'agriculture assure la liberté ». L'auteur *Du contrat social* veut que les Modernes ressemblent aux Anciens dans leur mode de vie. Les conseils qu'il donne aux Corses et aux Polonais, est de rester des peuples paysans, d'exclure toute autre production qu'agricole, et de ne pas chercher à augmenter cette production autrement que par l'extension des surfaces cultivées, montre qu'il n'y a pas de

place dans sa doctrine philosophique pour une forme d'économie qui privilégie le commerce. C'est une république agraire (caractéristique de certaines cités antiques) qui constitue le modèle archétypal des cités chez Rousseau. Car ce genre de cité, en se suffisant à elle-même, n'a pas besoin de l'étranger pour satisfaire ses besoins. Ce choix en faveur de la subsistance autarcique favorise l'indépendance comme le relève le citoyen de Genève (2010, p.34) : « Un pays est dans sa plus grande force d'indépendance quand la terre y produit autant qu'il est possible, c'est-à-dire quand elle a autant de cultivateurs qu'elle en veut avoir ». « On ne vous cherchera pas querelle, on vous craindra sans en faire semblant, [poursuit Rousseau], aux Polonais » (Rousseau, 2010, p.56). Seul un peuple rustique, farouchement attaché à sa patrie, est résolu à la défendre avec énergie et cela seul constitue une dissuasion pour tout éventuel agresseur, c'est ce qu'il explique aux Corses en donnant la Suisse en exemple. Fort de ce que la liberté est fille de l'autosuffisance alimentaire, le Genevois (2010, p.45) écrit : « Le seul moyen de maintenir un État dans l'indépendance des autres est l'agriculture. Eussiez-vous toutes les richesses du monde si vous n'avez pas de quoi vous nourrir vous dépendez d'autrui ». Cette position semble être aussi celle des physiocrates, économistes contemporains de Rousseau. Selon cette doctrine, « toute richesse vient de la terre » (1971, p.66), seule la terre peut rendre plus qu'on lui donne, la quantité de grains ensemencés se trouvant multipliée lors de la récolte. Toutefois, le goût de l'agriculture n'est pas seulement avantageux à la population en multipliant la substance des hommes mais donne à la nation un tempérament et des mœurs qui les font naître en plus grand nombre. L'accroissement de la population a donc pour Rousseau, du point de vue économique, une bonne raison et une seule : elle assure des bras à l'agriculture, elle consacre « le système rustique », c'est-à-dire le seul mode d'organisation et de production qui rende possible une démocratie vertueuse, une véritable citoyenneté.

2-La pratique agricole : un facteur de formation citoyenne

Dans *Emile ou de l'éducation*, Rousseau (2009, p.23) considère l'agriculture comme « le premier métier de l'homme, c'est le plus honnête, le plus utile et par conséquent le plus noble qu'il puisse exercer ». Cette noblesse de l'agriculture tient non seulement à son caractère pourvoyeur de subsistance, mais aussi aux vertus citoyennes dont elle recèle. Dans cet ordre d'idées, le Genevois affirme que la culture de la terre forme des hommes patients et robustes tels qu'il les faut pour devenir bons soldats et bons gouvernants. Ceux qui proviennent des villes sont mutins et mous, ils « se fondent dans les marchés, les maladies les consomment, ils se battent entre eux et fuient devant l'ennemi (...) La véritable éducation du soldat est d'être laboureur » (Rousseau, 2009,122). Selon Rousseau (2009, p.34), il ne faut point qu'un peuple cultivateur regarde avec convoitise la vie des zones urbaines et envie « le sort des fainéants qui les peuplent ». Il ne faut pas que le cultivateur, citoyen au même titre que les autres, soit défavorisé. Il ne doit être par la naissance considéré comme inférieur aux autres. Seuls les magistrats et les lois sont au-dessus de lui et il peut devenir « magistrat lui-même s'il en est digne par ses lumières et par sa probité » (Rousseau, 2009, p.123). La terre symbolise la patrie, c'est sans doute le cultivateur qui sera le plus propre à l'aimer :

On me demandera, si c'est en labourant son champ qu'on acquiert les talents nécessaires pour gouverner. Je répondrai que oui dans un gouvernement simple et droit tel que le nôtre (...). Le meilleur mobile d'un gouvernement est l'amour de la patrie, et cet amour se cultive dans les champs (Rousseau, 2009, p.123).

Si l'on veut un peuple de citoyens, heureux et libre, il faut promouvoir les activités agricoles et les arts nécessaires à la vie. Pour faire des citoyens et pour « vous maintenir heureux et libres, ce sont des têtes, des cœurs, des bras qu'il vous faut : c'est

là ce qu'il faut : c'est là ce qui fait la force d'un État et la prospérité d'un peuple. » (Rousseau, 2009, p.39). Pour le natif de Genève, l'agriculture n'est pas seulement un métier, mais le fondement de la vertu citoyenne, car elle inculque l'amour de la patrie, l'indépendance et le lien avec la nature, formant ainsi l'homme libre et responsable, loin de la corruption des villes, rendant le citoyen capable de délibérer sur l'intérêt général. En s'occupant de la terre, l'homme développe ses sens et sa raison dans un environnement naturel, loin des artifices sociaux. En réaction à la dégradation des mœurs, et convaincu que la cause profonde de la décadence de Rome est justement l'abandon des campagnes, Rousseau propose dans le *Projet de constitution corse* cette « vie simple et laborieuse des Villageois » contre « la vie oisive et lâche des bourgeois de Rome » (Rousseau, 2000, p.56). Il y insiste sur la victoire d'un bonheur simple sur le désir individuel de richesses : « à aimer la vie champêtre, les travaux qui s'y rapportent, à y trouver si bien le nécessaire et les agréments de la vie qu'il (le peuple) ne désire point d'en sortir (Rousseau, 2000, p.56). La démocratie rustique, promue par Rousseau, se fonde sur une valorisation du laboureur dont la vertu s'exprime par le travail du champ, fille de « l'amour de la patrie ». L'homme qui se contente de la simplicité d'une vie rustique, sans autres désirs pour lui-même, sait aimer sa patrie et sa constitution : « Faites que le peuple s'affectionne à la chose publique (...), cet amour se cultive dans les champs » (Rousseau, 2000, p.34). À rebours de la république agraire promue par Rousseau, ayant pour marqueur central l'autosuffisance alimentaire, l'Afrique, en dépit de ses potentialités agricoles extraordinaires, reste aux prises avec une insécurité alimentaire chronique. Quels sont les facteurs explicatifs d'un tel état de fait ?

II-Des causes de l'insécurité alimentaire chronique en Afrique

De la région des grands lacs, à la Libye, en passant par la République centrafricaine, le Soudan, la Somalie ou encore le Sahel, les armes continuent de tonner, et de faire ainsi du continent africain « la région du monde la plus affectée par les luttes armées ou les crises politiques porteuses de germes de guerre » (A. Ayassi, 2024, p.24). Une conflictualité qui, hélas, charrie dans son sillage des déplacements massifs de populations, des baisses de productivité agricole, des crises alimentaires aiguës et donc le recours à l'aide alimentaire internationale.

1-La persistance des conflits armés

Sur les 52 pays africains, une dizaine, tout au plus, a échappé à une situation quasi-chronique de violences collectives tandis que « près de la moitié connaissait des guerres entraînant, directement ou indirectement, la mort d'au moins dix millions de personnes » (M. Adam, 2022, p.167). Procédant à une récénsion des conflits armés postindépendance en Afrique, le chercheur Jean-Bernard Véron (2022, p.34) avance que :

Depuis les débuts de la guerre civile du Soudan (environ 2 millions de morts depuis 1958) à celle du Biafra (1967 à 1970 : 2 millions de morts), en passant par la guerre civile chronique au Tchad depuis 1965 : 300 000 à 500 000 morts et les combats fratricides en Angola faisant suite à la guerre de libération nationale : 700 000 à 1 million de morts, l'Afrique n'en finit pas d'être secouée par des crises armées à répétition, avec leur corollaire de victimes civiles.

Du reste, les crises armées les plus récentes n'en sont pas moins meurtrières. Le coût humain uniquement des guerres des deux

Congo, de l'Ouganda et de l'Éthiopie est estimé « entre 500 000 et 1 million de morts » (B. Bado, 2022, p.55), un véritable carnage qui fait dire à Arsène Brice Bado que (2022, p.56) :

Les chiffres des victimes de guerre dans l'Afrique contemporaine sont comparables à ceux des grands conflits européens du XIX^e siècle et même, pour certains, dépassent ceux de la Première Guerre mondiale.

Dans ce contexte empreint d'effusion de violences, le Soudan et le Sahel apparaissent comme particulièrement affectés. Le Soudan est considéré par l'ONU et de nombreuses ONG comme « la pire crise humanitaire et de déplacement au monde » (A. Danouchka, 2022, p.67). Cette situation dramatique causée par la guerre civile entre l'armée et les FSR (Forces de soutien rapide) depuis avril 2023, entraînent famine, déplacements massifs et violences généralisées, avec plus de 30 millions nécessitant une aide d'urgence. Le Sahel, quant à lui, est en proie aux ravages de l'hydre terroriste islamiste, avec à la clé une insécurité alimentaire aiguë, « qui a augmenté de 225 % au Burkina-Faso, de 91% au Mali et de 77% au Niger » (A. Danouchka, 2022, p.67). Ainsi selon Chris Nikoi (2024, p.56), directeur régional du Programme alimentaire mondial pour l'Afrique de l'ouest et du centre, « il est clair que les conflits engendrent insécurité alimentaire et malnutrition dans le Sahel où l'insécurité alimentaire croissante avance main dans la main avec l'instabilité et des épisodes de violence en augmentation ». Cependant, la persistance des conflits armés n'est pas le seul déterminant de l'insécurité alimentaire sur le continent, cette dernière est aussi favorisée par l'orientation extravertie de notre agriculture.

2- L'extraversion de l'agriculture

Une agriculture extravertie se caractérise par une production essentiellement tournée vers l'extérieur. Elle accorde le primat aux cultures de rente ou d'exportation, au détriment très souvent de la production agricole intérieure. Impulsée par l'administration coloniale pour répondre aux besoins industriels de la métropole, les cultures de rente, avec les minerais, constituent aujourd'hui la majeure partie des exportations africaines. Sources de rentrée de devises pour nos États, les cultures de rente ont été encouragées, intensifiées par les pouvoirs publics, aux lendemains des indépendances et perpétuer, de sorte à transformer l'Afrique en pourvoyeur de matières premières. Ainsi sur des spéculations agricoles comme le cacao, l'arachide, le café, l'hévéa, le coton ou encore la palme à huile, etc., nos États détiennent la palme mondiale de la production. Cependant, cette extraversion agricole coûte très cher au continent, en termes de dépendance alimentaire et de renchérissement des denrées importées. En effet, le changement introduit dans la production agricole africaine, en termes de primat accordé aux cultures de rente, se ressent sur le plan alimentaire. Les importations de denrées de base comme le riz, l'huile végétale, la farine de blé et même les protéines animales se massifient, avec à la clé une envolée des coûts d'importation (environ 35 milliards USD actuellement, avec des prévisions de 110 milliards en 2026) et conséquemment une plus forte exposition des populations à l'insécurité alimentaire. Exemple notable, en 2026, les importations africaines en blé devraient atteindre un record de près de 56 millions de tonnes, faisant de l'Afrique le second importateur de blé, après l'Asie. Au-delà du périmètre traditionnel de l'Afrique du nord, la consommation de blé continue de progresser en prenant une importance croissante dans les habitudes alimentaires du continent africain. La critique d'Eden Kodjo (1985, p.45) selon laquelle « le continent produit

ce qu'il ne consomme pas et consomme ce qu'il ne produit pas » résume le paradoxe et la prégnance de l'extraversion ainsi que de l'insécurité alimentaire qui sévit dans cette région du monde. L'insécurité alimentaire chronique, qui s'enracine en Afrique, s'origine aussi dans un troisième facteur, non moins important, en l'occurrence la faible mécanisation.

3- La sous mécanisation de l'agriculture africaine

Suite à la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, consécutive à l'éclatement de la guerre russo-ukrainienne, la question de la souveraineté alimentaire en Afrique, se pose à nouveau avec acuité. On pourrait raisonnablement se demander comment un pays, en l'occurrence, l'Ukraine est-elle parvenue à être « le grenier de l'Europe » et le principal pourvoyeur de l'Afrique en matière d'importations céréalières ? Outre la fertilité de son sol, la clé est à rechercher dans la forte mécanisation de son agriculture. Par mécanisation agricole, nous entendons, en général, le remplacement de l'énergie humaine ou animale par l'énergie mécanique pour effectuer les travaux des champs et de la ferme. Sans agriculture mécanisée sur le continent, la productivité souffre considérablement, accentuant l'insécurité alimentaire et réduisant les revenus des agriculteurs. Selon un rapport d'experts, « L'Afrique est la région avec le système agricole le moins mécanisé au monde », « les agriculteurs africains [poursuit-il] disposent de dix fois moins d'outils mécanisés que les agriculteurs d'autres régions en développement » (K. Nubukpo, 2023, p.34). En effet, La faible mécanisation agricole en Afrique empêche un gain de productivité du fait des rendements limités qui rendent impossibles la satisfaction des besoins alimentaires en hausse des populations et accroît la vulnérabilité aux chocs climatiques et économiques. Confrontés à l'inaccessibilité d'équipements agricoles modernes tels que les

tracteurs, les moissonneuses batteuses, les semoirs mécaniques, et les outils de labourage, de nombreux agriculteurs dépendent encore des méthodes de travail manuelles et de la traction animale pour cultiver leurs terres. Les exploitations agricoles sont souvent de petites tailles, ce qui rend difficile l'accès au crédit et problématique l'investissement dans des équipements coûteux. Fort des écueils identifiés et des enjeux existentiels liés à la conquête de notre souveraineté alimentaire, quelles stratégies efficaces élaborées pour parvenir ?

III-Des solutions pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire en Afrique

Actuellement, « 58 % des Africains sont en situation d'insécurité alimentaire, soit le double de la moyenne mondiale. » (BAMONY Pierre, 2022, p.56). L'ironie, c'est que l'Afrique, avec 65% des terres arables restantes, a le potentiel pour nourrir 9 milliards de personnes dans le monde d'ici 2050. Ses vastes superficies de savane sont à elles seules estimées à 400 millions d'hectares, dont seulement 10% sont cultivés. Faire preuve d'un volontarisme politique très marqué, créer des chaînes de valeur agricole (investir dans l'augmentation de la productivité agricole, soutenir les infrastructures) et massifier la production locale peuvent aider à parvenir à la souveraineté alimentaire, voire à faire de l'Afrique un grenier pour le monde.

1-La nécessité d'un volontarisme politique très marqué

En dépit des objectifs ambitieux affichés depuis deux décennies, l'agriculture reste un parent pauvre des politiques gouvernementales africaines. En 2003 déjà, le programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDAA) était assorti d'un engagement clair : consacrer au moins 10% des budgets publics nationaux à l'agriculture et viser une croissance

annuelle de 6% du secteur. Les engagements pris à Maputo en 2003, et réaffirmés à Malabo en 2014, peinent encore à être pleinement respectés. Ce qui reflète un sous-investissement public dans l'agriculture. En moyenne, les dépenses publiques agricoles oscillent entre 5% et 7% bien en deçà de l'objectif des 10%. Ces chiffres ne révèlent cependant qu'une partie de la réalité. Une analyse approfondie montre qu'environ 56% des dépenses dites agricoles sont allouées à des secteurs connexes, tels que la santé, l'éducation ou les infrastructures rurales. Ces investissements, bien qu'essentiels, bénéficient indirectement à l'agriculture, sans pour autant cibler directement des leviers spécifiques au secteur. Une fois ces dépenses connexes rurales exclues, les budgets réellement consacrés à l'agriculture apparaissent encore plus limités, d'où « l'urgence d'un engagement collectif véritable et d'efforts financiers conséquents pour réaliser notre vision commune d'une Afrique souveraine sur le plan alimentaire et prospère. » (S. Atske, 2024, p.12). Ce besoin de financement massif, de l'ordre de « 1000 milliards de dollars par an » (S. Atske, 2024, p.12), devrait couvrir les lignes de crédits accordées aux exploitants agricoles, à l'irrigation efficiente, à la mécanisation et aux intrants de qualité. Cependant, à l'accroissement substantiel du financement du secteur agricole, il faudra adjoindre une remise en selle de l'agriculture vivrière qui se concentre sur l'autoconsommation et l'autosuffisance locale.

2-La revitalisation de l'agriculture vivrière

La revalorisation de l'agriculture vivrière est cruciale pour l'Afrique face à l'insécurité alimentaire, car elle réduit la dépendance aux importations, crée de la valeur ajoutée via la transformation locale et soutient les petits exploitants, piliers de la production alimentaire. L'agriculture vivrière par définition porte sur la consommation locale, en termes de céréales (riz,

maïs, mil, sorgho, fonio), de tubercules (igname, manioc, taro), de légumineuses (arachide, haricot) et de légumes (gombo, piment, aubergine) indispensables à l'alimentation quotidienne des populations. Un accroissement substantiel de ladite production est la principale clé d'accès des masses sociales à une alimentation diversifiée et peu cher. En plus de réduire la vulnérabilité aux chocs externes (variations erratiques des marchés mondiaux, crises géopolitiques), il contribuera considérablement à la stabilisation de la flambée des prix des denrées alimentaires de grande consommation alimentaire. D'ailleurs, le togolais Kako Nubukpo, dans son ouvrage *L'Urgence africaine*, défend la thèse d'une agriculture africaine prise en étau entre les prédatons massives de terres auxquelles se livrent des pays émergents, comme la Chine, et l'importation récurrente de surplus agricoles étrangers au continent, qui baissent drastiquement les incitations pour les Africains à produire eux-mêmes ce qu'ils consomment. L'urgence africaine est celle de la voie de la reconquête des instruments de la souveraineté agricole qui passe par une massification de la production vivrière : « Il faut changer ce modèle de croissance extravertie qui conduit l'Afrique à consommer ce qu'elle ne produit pas et à produire ce qu'elle ne consomme pas » (K. Nubukpo, 2023, p.34). Bien avant, Joseph Ki Zerbo avait prôné le développement endogène de l'Afrique, en insistant sur l'agriculture vivrière et le monde rural comme piliers de l'autonomie, critiquant le modèle des cultures de rente qui a délaissé les besoins locaux au profit des marchés extérieurs. Si l'Afrique veut nourrir l'Afrique, via la massification de la production vivrière, cela ne se fera pas sans le préalable de la mécanisation et de la création de chaînes de valeur agricoles.

3-Le besoin accru de mécanisation et de création de chaînes de valeurs agricoles

Bien que l'Afrique dispose de la plus grande superficie de terres arables non exploitées (202 millions d'hectares), sa production est nettement inférieure à celle des autres régions en développement. Au cours des prochaines années, les rendements agricoles devront augmenter considérablement pour suivre le rythme de la demande alimentaire tirée par la croissance démographique et l'urbanisation rapide de l'Afrique. La mécanisation agricole constitue dès lors une question urgente et un pilier indispensable pour l'accroissement de la productivité agricole ainsi que l'élimination de la faim et de la malnutrition en Afrique. Cependant, en Afrique, la mécanisation agricole en est encore au premier stade du processus, appelé le « remplacement de l'énergie », il correspond au stade de développement le plus précoce. Il consiste à remplacer l'énergie animée (force musculaire humaine ou animaux de trait) par la puissance mécanique (moteurs à combustion ou moteurs électriques) utilisée pour assurer des tâches énergivores et souvent pénibles telles que le labour primaire et la mouture des grains. Selon le mot de l'ex -présidente de la commission de l'Union Africaine NKosazana Dlamini Zuma (2019, p.34), la mécanisation a pour vocation de « reléguer la houe à main au musée et libérer les agricultures africaines de la tâche éreintante que constitue le labour manuel ». Néanmoins, ce premier stade de la mécanisation doit être consolidé et dépassé pour parvenir à « une mécanisation avancée et intégrée, caractérisée par une optimisation des intrants et l'usage de technologies comme les drones et l'IA » (Z. NKosazana Dlamini, 2019, p.34). Les stratégies de mécanisation agricole déployées au niveau des pays africains devraient englober l'ensemble de la chaîne de valeur agroalimentaire, y compris la récolte, la manutention après récolte et les opérations de transformation afin de réduire les

pertes alimentaires et d'intégrer les aspects de la sécurité alimentaire. En effet, la chaîne de valeur dans l'agriculture est la série d'étapes sus-évoquées à travers laquelle les produits agricoles passent avant d'arriver entre les mains du consommateur. Cela permettra de maximiser la valeur ajoutée à chaque étape, de manière à ce que chaque acteur africain, notamment, le maillon des producteurs, puisse obtenir des prix beaucoup plus rémunérateurs de leur labeur.

Conclusion

De ce qui précède, il ressort les enseignements majeurs suivants : la réalisation de la vision d'une Afrique souveraine sur le plan alimentaire demeure tributaire d'un engagement collectif résolu, notamment politique, et d'une action technologique et organisationnelle des chaînes de valeurs agricoles. Ces préconisations sont d'autant plus impérieuses et urgentes qu'elles s'insèrent dans un contexte d'accroissement substantiel de la population africaine et de réduction drastique de l'aide alimentaire internationale. Tourner la page d'une Afrique aux prises avec les affres de la malnutrition et arrimée à l'aide alimentaire internationale, transformer l'Afrique en un continent nourricier et potentiellement en un grenier du monde, reste de l'ordre du possible et la condition de son essor économique. Du reste, au vu de ses potentialités agricoles extraordinaires, « cette Afrique qui mendie de la nourriture est une honte » (K. Nubukpo, 2023, p.34). L'Afrique doit nourrir l'Afrique, mieux, « elle peut nourrir le monde » selon le livre éponyme de George Arthur Forrest (2025, p.12), non sans avoir, au préalable, opérer un passage à échelle de sa production agricole. Car « la question maintenant n'est pas de savoir si la souveraineté alimentaire est possible (...) La question est à quelle vitesse nous pouvons passer à échelle » (L. Gerard, 2025, p.32)

Références bibliographiques

ADAM Michel, 2022. *Guerres africaines : De la compétition ethnique à l'anomie sociale*, in Études rurales, pp. 167-179, PUF, Paris

ASSOUMOU Danouchka, 2022. *Justice militaire et violences sexuelles constitutives de crimes internationaux en RDC*, Harmattan, Paris

BADO Brice Arsène, 2022. *Dynamiques des guerres en Afrique*, Harmattan, Paris.

BAMONY Pierre, 2011. *Pourquoi l'Afrique si riche est pourtant si pauvre ? La malédiction du pouvoir politique. Quel espoir pour les peuples demain ?* Le Manuscrit, Paris

CASSIRER Ernst, 1987. *Le problème Jean-Jacques*, Hachette, Paris

DERATHE Robert, 1974. *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, PUF, Paris

FORREST George Arthur, 2025. *L'Afrique peut nourrir le monde*, French Edition, Paris

KAKO Nubukpo, 2023. *L'insécurité alimentaire en Afrique subaérienne, le rôle des incertitudes*, Harmattan, Paris

KAKO Nubukpo, 2021. *L'Urgence africaine*, Odile Jacob, Paris

KODJO Eden, 1985. *Et demain l'Afrique*, Stock, Paris

LEDUC-FAYETTE Denise, 1974, *Jean-Jacques Rousseau et le mythe de l'antiquité*, Stock, Paris

LE PULL Gérard, 2025. *Souveraineté alimentaire. Choses apprises depuis 2020.*, éditions du Croquant, Paris

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2010. *Du Contrat Social*, Le livre de poche, Classiques de philosophie, Paris

ROUSSEAU Jean-Jacques, 1971. *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Flammarion, Paris

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2012. *Économie politique*, Hachette, Paris

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2009. *Émile ou De l'éducation*, Flammarion, Paris.

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2010. *Manuscrits de Genève*, Le livre de poche,

Classiques de philosophie, Paris

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2000. *Projet de constitution corse*, Actes Sud, Paris

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2008. *Principes du droit de la guerre. Écrits sur la paix perpétuelle*, Vrin, Paris